



Extrait du Initiative pour la Transparence des Industries Extractives du Burkina Faso

<http://www.itie-bf.gov.bf/spip.php?article98>

Article de presse du journal en ligne : "Lefasonet.bf" sur la dissémination du 1er rapport

ITIE-BF

Date de mise en ligne : mardi 6 mars 2012



Initiative pour la Transparence des Industries Extractives du Burkina Faso

Les populations riveraines des mines d'or d'Inata et d'Essakane sont désormais outillées pour demander des comptes à l'Etat sur les recettes minières.

Le 1er et 2 mars derniers, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives du Burkina Faso (ITIE-BF) a menée des actions de communication à l'intention de ces populations sur leur rôle dans la transparence des ressources provenant de l'exploitation de l'or.

La démarche de l'ITIE a été expliquée, le contenu de son premier rapport simplifié et l'état de la mise en oeuvre du processus leur ont été exposés. Un pas de plus vient d'être franchi vers la conquête du statut de « Pays Conforme » de l'ITIE, les populations ayant marqué leur engagement à s'y impliquer.

Permettre aux populations de demander des comptes aux gouvernants sur l'utilisation qui est faite des recettes de l'or. Un principe de transparence cher à l'ITIE. Mais, comment demander des comptes quand on manque d'information ? Quand les populations ne savent pas à qui s'adresser ? Ces préoccupations sont désormais des souvenirs pour les populations des communes et villages riverains d'Inata dans la province du Soum et d'Essakane dans l'Oudalan. L'historique et les objectifs de l'ITIE ont été présentés aux représentants des populations, de l'administration et des sociétés minières (pour Essakane).

doc85|center

L'ITIE est une initiative mondiale visant à promouvoir une meilleure gouvernance dans les pays riches en ressources naturelles à travers la publication et la vérification de tous les paiements effectués par les entreprises à l'Etat. Une entreprise qui implique nécessairement les gouvernements adhérents à l'initiative, les sociétés extractives et la société civile. D'ailleurs l'ONG ORCADE était aux côtés de l'équipe de l'ITIE pour la session d'Inata.

Le premier rapport de l'ITIE, disponible depuis mars 2011, leur a été présenté. Ce document, une première au Burkina met l'accent sur la collecte et la confrontation de toutes les données relatives aux paiements effectués par les sociétés minières à l'Etat (à travers les directions générales des douanes, des impôts, du trésor et de la comptabilité publiques) pour la production aurifère de 2008 et 2009.

Par exemple quatre sociétés minières à savoir SOMITA, BMC, Kalsakamining et SEMAFO ont déclaré en 2009 avoir versé à l'Etat la somme total de 14.714.671.500 FCFA. L'Etat par contre dit avoir reçu 14.665.200.838 F CFA.

Un écart de 49.470.662 FCFA qui s'expliquerait selon les informations fournies au consultant indépendant commis à la tâche par « des reçus manuels délivrés par les services des impôts, généralement lors des coupures d'électricité ». Alors que le logiciel SYNTAX qui génère les comptes finaux des impôts ne prend en comptes que les déclarations numérisées.

doc86|center

Comme il fallait s'y attendre, ces explications n'ont pas convaincu les populations. « Nous demandons un peu plus

de sérieux dans les explications des écarts. Tout le monde sait que cela n'est pas dû aux délestages, il faut que l'Etat prenne ses responsabilités » « c'est insultant de dire que cet écart est dû aux coupures de courant » « respecter un peu notre intelligence, nous savons que l'argent est à quelque part à Ouaga », ce sont des fulminations que l'on pouvait entendre surtout à Sona dans la commune de Tongomayel qui abrite la mine de Inata, exploitée par La Société des Mines de Bélahouro S.A (SMB S.A).

Au-delà des sociétés minières, demander des comptes aussi au gouvernement

doc87|center

Pour élargir les canaux de communication et permettre une bonne assimilation du message, la troupe de l'Espoir du comédien Hyppolyte Ouangraoua dit « Ba bonga », a présenté une pièce de théâtre forum dans les deux localités. « **Clair de lune** », retrace les objectifs de l'ITIE, les impératifs et le rôle des populations dans la transparence des ressources de l'or.

Souvent réduits à critiquer les sociétés minières pour la non tenue des engagements en matière de réalisation d'infrastructures, d'employabilité des jeunes des localités qui abritent les mines, la population a compris que désormais, elle avait la possibilité, voire l'obligation de demander des comptes à leur gouvernements sur l'utilisation des recettes aurifères.

« Nous nous adresserons à nos élus locaux, et à nos députés afin qu'ils soient nos porte-voix » a lancé un participant à Sona.

Pour DickoHamadou, 2^e adjoint au maire de la commune de Tongomayel, « la démarche de l'ITIE est louable. Ce sont des informations dont nous avons besoin. Ces informations que nous avons reçues nous permettront de jouer un tant soit peu notre rôle dans la transparence. Mais le problème, c'est l'utilisation de cette information étant donné que nous sommes dans une zone où le taux d'alphabétisation est très faible. Nous appelons les autorités au plus haut niveau à jeter un regard sur les communes qui abritent les mines ainsi que les villages riverains afin qu'ils puissent profiter au maximum des retombées de ces mines. Il ne faudra pas qu'on se dise qu'on a le temps. On doit se donner le temps mais on ne doit pas donner le temps au temps parce qu'il n'est pas notre allié et il nous jugera plus tard ».

doc88|center

De Inata à Essakane, l'équipe de l'ITIE a rappelé aux participants la nécessité d'utiliser les informations qu'ils ont reçu pour jouer leur rôle dans la gestion transparente des ressources en utilisant tous les canaux pour demander des comptes à leur gouvernants. Et surtout porter l'information à leur tour auprès des autres membres des communautés. Les actions de dissémination du premier rapport, de communication et de sensibilisation se poursuivront dans d'autres localités du pays. Pendant ce temps, la rédaction du deuxième rapport de l'ITIE-BF devrait commencer dans les jours à venir. Avec ce rapport le Burkina espère satisfaire enfin les 20 critères pour être déclaré « Pays Conforme ».

Propos de Moussa Diallo, maire de Gorom Gorom

« J'apprécie la démarche de l'ITIE. Cela permettra à chacun de nous d'être acteur de la transparence, de comprendre ce qui se passe sur le terrain. Ces cadres de concertation sont importants pour montrer aux populations le rôle qu'elle doit jouer dans les transparences des ressources issues de l'exploitation minière. Après cette rencontre

avec les populations, le conseil municipal, les CVD (conseil villageois de développement), nous pensons pouvoir approcher le gouverneur de la région du Sahel pour voir dans quelle manière nous pouvons jouer notre rôle. Aujourd'hui, tout est clair, et tout le monde comprend la partition qu'il doit jouer au sein de sa communauté, de son village »

Tiga Cheick Sawadogo

Lefaso.net